

DEPARTEMENT
DE
MEURTHE-ET-
MOSELLE

Commune d ' A T T O N

PROCES-VERBAL
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 19 Février 2024
à 20 heures 00

NOMBRE

Conseillers en exercice : 15
Présents : 14
Votants : 15

L'an deux mille vingt-quatre, le dix neuf février, le Conseil Municipal de la commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Madame Marlène CURINA-PRILLIEUX, Maire

Etaient présents : Mmes Nathalie PAUCET, Pascale FABBRI, Bernadette LEJEAU, Elodie DORGET, Edith MARCHAL, Catherine PELLENZ et Michèle PETITJEAN, Mrs Alain PARMENTELAT, Marcel PINTO, Frédéric RICHARD-MAUPILLIER, Sébastien BOYER, Ludovic BOFFIN, José PETTA

Etait excusée : Mme Mickaëlle HOUeix

Procuration : Mme Mickaëlle HOUeix à Elodie DORGET

Date de convocation : 09/02/2024

Date d'affichage et de transmission à la Préfecture : 20/02/2024

OBJET N° 10 : FINANCES LOCALES : DECISIONS BUDGETAIRES

Délibération autorisant le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement du budget assainissement (dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent)

Un scrutin a eu lieu, Mr Marcel PINTO a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

Madame le maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Article L 1612-1

"Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (dépenses réelles d'investissement votées au titre du budget primitif et des décisions modificatives), non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus."

- Montant des dépenses réelles d'investissement inscrites au budget primitif 2023 assainissement + (hors chapitre 16 : "Remboursement d'emprunts") : 68 533.77 €
- Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur maximale de 17 133.44 €, soit 25 % de 68 533.77 €

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes

ARTICLE	MONTANT	NATURE DE LA DEPENSE
2158	3720 €	Renouvellement pompes de relevage

- Total 3 720 € (inférieur au plafond autorisé de 17 133.44 €)

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des voix :

- DECIDE d'accepter les propositions de Madame le Maire dans les conditions exposées ci-dessus

Le Maire,
Marlène CURINA-PRILLIEUX

